

# Reza SHAHABI, syndicaliste iranien au 52<sup>ème</sup> congrès de la Confédération générale du travail - CGT

A l'invitation de la CGT, Reza Shahabi, membre du conseil de l'administration du « syndicat des travailleurs de la régie du transport de Téhéran et sa banlieue, Vahed » a pu participer au 52<sup>ème</sup> congrès de la CGT à Dijon, France (mai 2019). Il avait été seulement libéré la veille de son voyage, à la suite de son arrestation en raison de la célébration de 1<sup>er</sup> Mai à la capitale iranienne.

10 Lundi 13 mai 2019  
Quotidien du 52<sup>e</sup> Congrès de la CGT

## INTERNATIONAL

Table ronde

### Rôle et mission du syndicalisme

Malgré des réalités et des histoires très différentes, l'international compte dans le syndicalisme. Tout simplement au nom de la solidarité ?

**I**l y a trois jours, il était en prison ; ce dimanche, il a droit à une ovation debout. L'Iranien Reza Shahabi, militant syndical à la régie des transports de Téhéran, a été arrêté lors de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai dans la capitale du pays, avec « plus de trente autres personnes, dont des étudiants, c'est-à-dire nos enfants ». Il a été libéré la veille de son départ pour la France, en échange du paiement « d'une caution de cent cinquante fois [son] salaire ». Il s'avoue « inquiet pour [ses] amis arrêtés avec [lui] qui sont toujours en prison ». « L'année dernière, il y a eu plus de mille cinq cents grèves ou mouvements de contestation dans le pays, selon les chiffres mêmes de l'État », précise Reza Shahabi, qui évoque notamment des mouvements d'enseignants ou dans des sucres du sud de l'Iran. Mais cela se fait parfois « au prix de grands sacrifices » tels qu'emprisonnements, mandats d'arrêt, licenciements... Lui même a « passé plus de six ans en prison » et a été « licencié il y a dix ans pour [ses] activités syndicales ». Plusieurs fois, Reza Shahabi a bénéficié du soutien de la CGT : « Nous avons besoin de cette aide et de cette solidarité partout dans le monde. »

**« Pas suffisant de travailler au niveau national »**  
Si les risques de l'action syndicale ne sont pas les mêmes chez lui, Keisuke Fuse, secrétaire général adjoint du syndicat japonais Zenroren, exprime lui aussi la volonté de « travailler avec la CGT et les mouvements syndicaux internationaux ». « Il n'est pas suffisant de travailler au niveau national. Il faut développer des façons innovantes de lutter, être des contre-pouvoirs aux grandes entreprises qui, elles, travaillent au niveau international »,



insiste-t-il. Zenroren a ainsi lancé des batailles contre les pratiques d'Amazon, Uber ou encore McDonald. L'alliance de Renault et de Nissan, opérée en 1999 et devenue en 2011 le troisième groupe automobile mondial, a également amené son lot d'actions. Keisuke Fuse se souvient ainsi d'une manifestation à Tokyo à laquelle a participé Philippe Martinez. « Ça ne me rajeunit pas », sourit l'intéressé, qui prône cependant un « syndicalisme international indépendant du calendrier des entreprises et des États ». « Nous devons avoir notre propre rythme d'interventions, notre propre agenda revendicatif et de lutte, pas seulement en fonction des réunions de comités de groupe européens, des G7, des G20 ou des lois adoptées par tel ou tel pays. » Cet art de « revendiquer ensemble demande beaucoup d'humilité, pour

ne pas imposer un modèle de ce qui devrait se faire ailleurs » et « prendre en compte la diversité des situations ». Autre impératif pour le secrétaire général de la CGT, « lutter contre tout repli nationaliste » : « Il n'y a aucun salut pour aucun syndicalisme, pour aucun modèle social, si autour de nous on assiste à des reculs sociaux et à de plus en plus d'exploitation ». Tout comme il est indispensable d'« avoir beaucoup plus de vigilance quant aux atteintes aux droits syndicaux dans le monde ». Parfois, regrette Philippe Martinez, « on oublie, on banalise » de tels actes, alors que, comme le prouve la situation de Reza Shahabi, l'emprisonnement de syndicalistes « est encore une réalité importante ».

### « En Europe, il y a une asymétrie entre le pouvoir économique et le pouvoir politique et démocratique. »

Unai Calvo Sordo, secrétaire général des CCOO (Espagne)

Reza Shahabi est arrivé à Dijon le 11 mai 2019 et a été accueilli par des responsables de Section Internationale de la CGT. Il a pu rencontrer un certain nombre des membres des délégations internationales et échanger les informations sur les problèmes syndicaux réciproques.

Le dimanche, 12 mai, il a participé à l'inauguration de la « conférence internationale » et l'après-midi, a eu l'occasion de s'adresser au congrès. Dans son discours devant la congrès il a remercié la CGT pour son invitation et aussi a cordialement remercié le collectif syndical français dont la CGT est un membre actif, pour la soutien qu'ils ont apporté aux militants syndicaux iranien et leurs luttes pour pouvoir s'organiser librement. Il a eu droit à une longue « standing ovation » des participants.

Le 12 et le 13 mai, Reza Shahabi en outre de sa participation aux séances du congrès, a continué discuter avec les délégués de différents syndicats de cinq

continents. Les responsables des grands syndicats à travers le monde ( de l'Argentine au Bangladesh, en passant par Chili, Espagne, Italie, Burkina Faso, Tunisie, Algérie, Mauritanie, Mali, Roumanie, Liban, L'Irak, l'Inde, le Japon , la Corée du Sud , ...) ont signé une déclaration commune du soutien aux luttes et aux revendications justes des travailleurs en Iran. Dans cette déclaration, ils condamnent la répression visant les syndicats et les salariés iraniens en soulignant leurs solidarités avec le mouvement ouvrier et syndical en Iran. Ils ont exigé aussi, la libération des syndicalistes, enseignants, étudiants, militantes femmes, ... arrêtés lors des manifestations du 1<sup>er</sup> mai ou auparavant.

Reza Shahabi a quitté Dijon le 14 mai après un séjour fructueux.

A Paris, il a rendu visite aux syndicats FSU et Solidaires et a eu un échange de plusieurs heures avec les responsables de deux syndicats.